

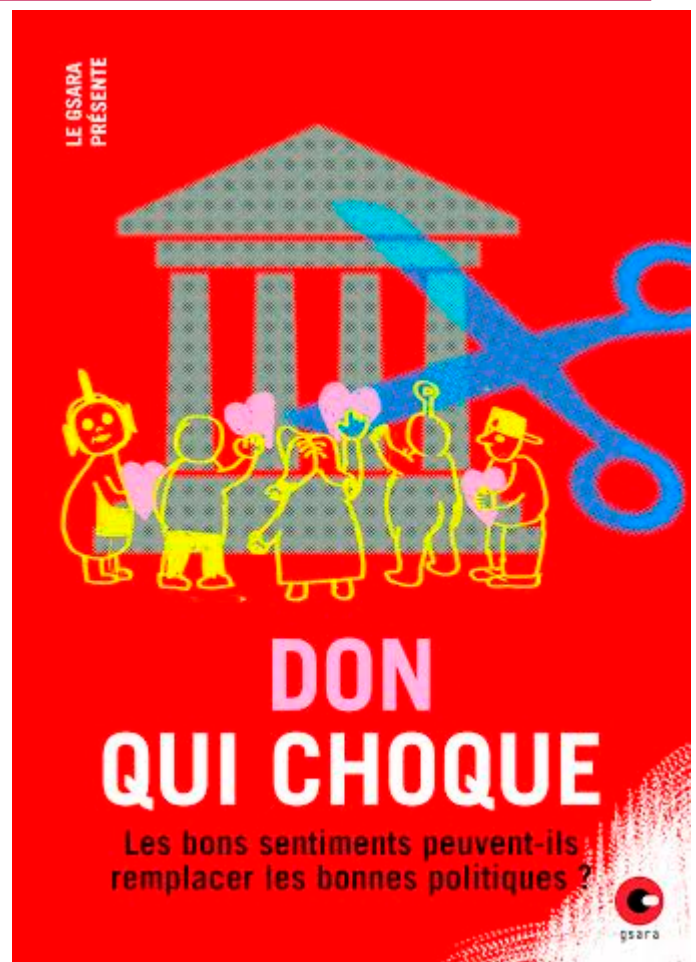


Les bons sentiments peuvent-ils remplacer les bonnes politiques?

Une campagne de sensibilisation du GSARA, en collaboration avec Acteurs des Temps Présents

Face à la lutte contre la pauvreté en Belgique, le Gsara souhaite questionner le show médiatique qui s'opère actuellement au détriment de politiques sociales qui réduiraient les inégalités.

Télévie et Viva For Life : [la mise en scène des bons sentiments from GSARA asbl on Vimeo.](#)



Une vraie fausse plateforme de crowdfunding

Sur [BizBizBoumBoum](#), le nouveau site de crowdfunding solidaire, on apprend que moyennant 10 euros de participation pour soutenir la Culture en Prime Time sur la RTBF, on recevra une photo dédiée de l'équipe. Contre 100 euros, un dîner en tête-à-tête avec son animateur préféré. Contre 500 euros, on assistera aux réunions de programmation. Pour 1000 euros, on siègera au CA pendant 1 an. Grâce à notre aide, la RTBF pourra remplir pleinement ses



missions de service public. Fiction ou réalité ?

Non sans un zeste d'humour, un grain d'ironie et une pointe d'(im)pertinence, nous avons voulu susciter la réflexion sur la récolte de dons.

En cette période d'austérité et de restrictions budgétaires, il serait imaginable de faire appel aux citoyens pour financer la recherche scientifique, l'enseignement, la sécurité sociale, les opérations de sauvetage en mer, les médias publics,... Les collectes de don - opérations caritatives et particulièrement le crowdfunding en plein essor - ne sont pas sans soulever des questions quand nous nous reposons sur les opérations Viva For Life (RTBF) pour lutter contre la pauvreté ou Télévie (RTL-TVI) pour financer la recherche scientifique, quand Inter-Environnement Wallonie récolte plus de 10.000€ pour améliorer le service ferroviaire, quand un jeune londonien de 29 ans lance une opération de crowdfunding pour sauver la Grèce de la faillite,...

Le financement participatif offre de formidables opportunités : il permet le passage d'une économie de l'offre à une économie de la demande, une démocratisation de la culture et du savoir, il est une alternative (ou un complément) aux méthodes traditionnelles de financement, il s'appuie sur un grand nombre de mécanismes mis en avant par l'écosystème open source de l'internet,...Mais représente-t-il un élan démocratique où le citoyen finance et possède un droit de regard sur les projets à soutenir ou au contraire, une dictature du nombre et un risque de voir défavoriser la diversité et des projets moins vendeurs ? Faut-il remplacer l'impôt par des dons, librement consentis et à la carte, à la collectivité ?

Dans le contexte de politiques de rigueur et d'austérité, n'assistons-nous pas à un transfert progressif de la responsabilité publique sur le dos de donateurs ? Le « civic crowdfunding » est-il un moyen de trouver des recettes complémentaires aux aides en diminution ou sert-il à dédouaner les États de leurs responsabilités ? Les contribuables pourraient vouloir à terme décider de la gestion de leurs contributions au bien commun et préférer des dons aux impôts. Est-il à craindre qu'une charité structurelle et autosuffisante remplace un jour l'idée d'une redistribution sociale par l'État ?

Charité Vs Solidarité

Nous ne critiquons nullement la générosité et l'engagement individuel des citoyens. La générosité et l'engagement de chacun d'entre nous rendent le monde meilleur. Le financement participatif peut être vertueux à condition de :

- Utiliser le financement participatif pour réfléchir et innover tout en laissant les autorités publiques mettre en œuvre sur une plus large échelle les solutions les plus pertinentes. Le financement participatif doit permettre de trouver des façons de coopérer avec les autorités



pour soutenir de nouveaux espaces publics, des œuvres d'art, etc. En permettant de créer des liens gouvernementaux appropriés, ils pourraient même être un critère d'évaluation de projets viables.

- Privilégier des projets qui créent du capital communautaire grâce au bénévolat et qui ne cherchent pas seulement à soutirer de l'argent. L'une des promesses du financement participatif est qu'il renforce les quartiers et communautés. Les projets qui encouragent l'activité volontaire aident à renforcer le capital civique local.

- Utiliser plutôt le financement participatif pour exercer des pressions, pour montrer que les gens s'investissent et s'assurer que l'argent des villes, des États et de l'État fédéral pour les transports, les espaces publics ou les arts n'est pas coupé.

Plus généralement, les défis du XXIème siècle ne peuvent être une question de charité individuelle mais plutôt de solidarité collective à travers la sécurité sociale et le financement public de structures d'aide adaptées. La récolte de dons ne peut remédier à des situations qui exigent des réponses structurelles, qui devraient être du ressort de l'État, dans ses fonctions redistributives. La générosité des citoyens est-elle en train de masquer ou de compenser le détricotage des acquis sociaux ? Les bons sentiments ne peuvent à l'avenir remplacer les bonnes politiques.

L'asbl Gsara réalise des campagnes de sensibilisation (Éducation permanente) pour tenter d'agiter la pensée critique, de créer du débat, de soulever des doutes, d'enrayer la mécanique du prêt-à-penser et de se réappropriier les possibilités de changement. Elles s'axent principalement sur des enjeux médiatiques et numériques (mais pas exclusivement).

www.gsara.be

Contact :

Julie Van der Kar

Réalisatrice des campagnes de sensibilisation (GSARA)

julie.vanderkar@gsara.be

02/250 13 29 – 0497/40 75 00



Don qui choque



LE GSARA
PRÉSENTE



DON QUI CHOQUE

Les bons sentiments peuvent-ils
remplacer les bonnes politiques ?

